



Intégration régionale en Asie du Sud-Est : le renforcement de la coopération macroéconomique permet d'atténuer les risques

par Kensuke Tanaka

- ◆ Il est crucial d'améliorer les cadres régionaux de gestion du risque pour mettre en place la communauté économique de l'Asean conformément au calendrier défini.
- ◆ Les pays de l'Asie du Sud-Est doivent partager leurs informations économiques plus promptement et plus efficacement pour gérer le processus d'intégration *de jure* dans la région.
- ◆ La promotion du travail au sein d'équipes constituées de représentants des différents pays de la région peut contribuer à renforcer la coopération en matière de politiques macroéconomiques en Asie du Sud-Est.

Les dix membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) ont créé l'une des régions les plus dynamiques du monde et ont dévoilé en 2003 leur projet de communauté économique de l'Asean (CEA) visant à donner naissance à un marché unique d'ici à 2015. En décembre 2008, la ratification complète de la charte de l'association a permis d'établir un cadre institutionnel pour une intégration régionale qui se déroule, *de facto*, depuis les années 80. Cet objectif, qui est énoncé dans le projet et dans la charte, est particulièrement difficile à atteindre dans le contexte actuel. Ce Repères propose quelques pistes pour l'avenir.

Gérer les risques pour garantir la poursuite de l'intégration

Le renforcement des liens en Asie du Sud-Est – et les avantages potentiels d'un marché de 570 millions de consommateurs permettant des économies d'échelle et une réduction des coûts de transaction – rendra la région plus compétitive. Cependant, ces avantages peuvent être compromis si des mécanismes de gestion du risque ne sont pas institués. Ces mécanismes sont cruciaux pour que la mise en place de la CEA se fasse dans le respect du calendrier établi.

La crise financière mondiale actuelle souligne l'aspect fondamental de la gestion des risques liés à la volatilité des marchés financiers et à leurs effets perturbateurs sur les marchés intérieurs. L'expérience de ces derniers mois a également mis en lumière le danger que représente la chute des marchés d'actions et la restriction du crédit pour de nombreuses économies de la région.

L'une des options envisageables pour atténuer ces risques consiste à améliorer la coopération macroéconomique entre les pays de l'Asie du Sud-Est. Ainsi, un effort conjoint de mise à disposition de liquidités permettrait d'éviter que la contagion ne s'étende. Une coopération appropriée en matière de politique macroéconomique renforcerait la crédibilité des autorités monétaires et permettrait de mieux contrôler les attentes. Des actions collectives visant à mieux maîtriser les facteurs cycliques permettraient également de renforcer la confiance des milieux d'affaires de la région. Pourtant, à l'échelon régional, cette coopération reste limitée.

Le renforcement de l'interdépendance des pays de la région facilite la coopération macroéconomique

L'intégration régionale des pays de l'Asean s'accélère depuis le début des années 90. Une étude menée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2008 montre que la part du commerce intra-Asean dans le commerce mondial a plus que doublé au cours des vingt dernières années et représente aujourd'hui un quart du total des échanges réalisés par la région. Les investissements directs étrangers au sein de l'association et avec les pays voisins se renforcent aussi. Les cycles conjoncturels sont de plus en plus synchronisés, en partie grâce au renforcement des liens économiques causé par les flux d'investissement et les échanges, les cadres institutionnels désormais similaires et, dans une certaine mesure, la confrontation à des chocs communs, comme l'éclatement de la bulle Internet et la plus récente fluctuation des prix du pétrole et des denrées

alimentaires (Cf. Figure 1). Dans le même temps, les taux d'intérêts réels ont évolué de concert, en partie grâce à un assouplissement des politiques monétaires visant à stimuler la demande intérieure suite à la crise asiatique du début des années 2000, à des politiques de maîtrise de l'inflation après la récente et brutale augmentation des prix des matières premières et la très récente relaxation des politiques monétaires visant à accroître les liquidités pour faire face à la crise financière mondiale. L'adoption de dispositions institutionnelles similaires, comme le ciblage de l'inflation en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande est venue renforcer cette tendance.

On constate également une convergence des politiques fiscales, notamment face au défi commun qu'a représenté la consolidation fiscale après la crises asiatique. En particulier, la dette publique a reculé en Indonésie et en Thaïlande, pays figurant parmi les plus touchés par la crise de 1997. Ce renforcement de l'interdépendance régionale et le rapprochement des conditions économiques facilitera la coopération macroéconomique.

Les éléments clés d'une politique de coopération macroéconomique réussie

La réussite de la coopération macroéconomique en Asie du Sud-Est requiert plusieurs éléments :

- *Le partage de l'information.* Le partage de l'information permet d'identifier plus aisément les risques potentiels. Par exemple, le partage systématique et rapide des informations relatives aux conditions économiques et aux politiques envisageables pourrait constituer un premier pas vers la création d'un système d'alerte précoce fiable. Ainsi, le travail d'équipe permettrait également de contribuer à approfondir la coopération¹.

1. En avril 2009, l'OCDE organisera, en coopération avec le Secrétariat de l'Asean et la Banque asiatique de développement, le deuxième Forum régional OCDE-Asie du Sud-Est à Bangkok. Ce sera l'occasion de promouvoir le travail d'équipe dans la région.

- *La compatibilité des mesures incitatives.* Il est crucial de partager les fruits des actions politiques collectives entre les pays participants. Par exemple, l'effet de réputation engendré par une coopération macroéconomique continue, le travail d'équipe et l'incitation à la collaboration de la part d'autres pays renforcera la volonté des pays membres de participer à des actions collectives. Un engagement fort en faveur de la coopération est également critique pour que ces actions soient efficaces.

- *Cohérence avec les autres cadres politiques.* La coopération macroéconomique doit être en cohérence avec les autres politiques nationales et internationales de gestion du risque. Compte tenu du fait que les systèmes financiers de l'Asie du Sud-Est reposent sur les banques, la coopération macroéconomique doit être en accord avec les cadres réglementaires financiers prudents. Les crédits croisés en devises concernant les liquidités à court terme, les dispositions visant au renforcement de la solvabilité des intermédiaires financiers et le développement des marchés financiers pour garantir l'afflux de capital sur le long terme doivent être coordonnés.

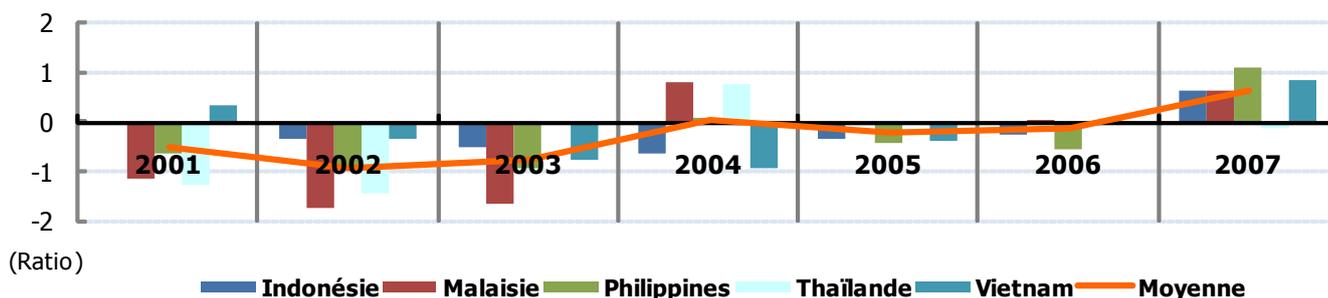
Pour aller plus loin :

Tanaka, K. (2008), "Economic Integration amid Diversity and Peer Reviews in Southeast Asia – Where Do We Stand?", chapitre de présentation de *Shaping Policy Reforms and Peer Review in Southeast Asia*, pp. 21-62, OCDE, Paris.

OCDE (2006), *Miracle, Crisis and Beyond: A Synthesis of Policy Coherence Towards East Asia*, Objectif développement, Paris.

Fukasaku, K., M. Kawai, M.G. Plummer et A. Trzeciak-Duval (dir. pub.) (2005), *Policy Coherence Towards East Asia: Development Challenges for OECD Countries*, Études du Centre de développement, OCDE, Paris.

Figure 1. Écarts de production pour une sélection de pays de l'Asean, 2001-07



Note : l'écart de production correspond à l'écart entre production réelle et potentielle.
Source : Banque asiatique de développement, 2008.

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des Repères du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des Repères et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev



Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : cendev.contact@oecd.org